

Présidence de la République Française
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 25 avril 2023

Monsieur le Président de la République,

Comme nous l'avons fait au cours de ces dernières années, nous tenons à vous informer de l'évolution de la situation d'un dossier patrimonial particulièrement sensible, celui de l'ensemble remarquable que constitue la cité-jardin de la Butte Rouge à Châtenay-Malabry.

Cinq mois après leur visite sur site, les trois inspecteurs délégués d'Europa Nostra, fédération européenne du patrimoine culturel, viennent de rendre leur rapport sur la cité-jardin de la Butte Rouge. Celui-ci est accablant pour le projet en cours, qui prévoit de très nombreuses démolitions et ce, tout en créant un site patrimonial remarquable tel que définit par la loi LCAP de 2016, avec la bienveillance des services déconcentrés du ministère de la Culture, la DRAC d'Île-de-France.

Outre la reconnaissance du caractère exceptionnel de la Butte Rouge, les représentants d'Europa Nostra proposent des orientations en terme de financements européens permettant d'envisager une conservation de l'ensemble de la cité-jardin, notamment le programme *New Bauhaus* de la Commission européenne. Ce dispositif, nous incite à vous proposer un projet plus ambitieux encore : donner la place qui lui revient à la Butte Rouge dans une démarche collective d'inscription à la liste du patrimoine mondial UNESCO des cités-jardins européennes et cela, aux côtés d'autres cités-jardins françaises mais aussi belges, hollandaises, tchèques, polonaises, anglaises, ou encore allemandes, avec les cités du modernisme de la République de Weimar, autour de Berlin, une des sources d'inspiration de la Butte Rouge, inscrites, elles, depuis 2007 au patrimoine mondial.

Pour ce faire, et en étroite concertation avec ICOMOS France mais aussi l'association régionale des cités jardin d'Île-de-France, organisatrice en 2022 d'un colloque international notamment soutenu par le ministère de la Culture et la Caisse des dépôts et consignations, nous vous demandons d'œuvrer à nos côtés pour obtenir une révision profonde du site patrimonial remarquable en préparation.

Celle-ci serait notamment possible en protégeant au titre des Monuments historiques les quelques édifices clefs et incontournables de la cité, d'ores et déjà identifiés, et de les inscrire dans un nouveau SPR, beaucoup plus exigeant et conservant l'essentiel de la cité-jardin mais aussi plus vaste et plus respectueux de toutes les dimensions de celle-ci, en reprenant le nouveau périmètre créé récemment pour le label Architecture contemporaine remarquable (né de la loi LCAP), se substituant au label Patrimoine du XX^e siècle, décerné en 2008 mais ne fixant pas de périmètre réglementaire.

Nous pourrions ainsi, ensemble, porter le projet ambitieux et collectif que cette cité-jardin exceptionnelle mérite et cela au sein d'une démarche européenne exemplaire, dont la France peut être un des acteurs majeurs, aux côtés, notamment, de nos alliés d'Europe de l'Est, mieux à même de convaincre l'UNESCO de la pertinence d'un tel projet. La France est, en effet, déjà reconnue par l'UNESCO pour de nombreux sites remarquables quand Pologne, Tchéquie, entre autres, n'en bénéficient que de façon plus parcimonieuse.

Veuillez agréer Monsieur Le Président de la République, l'expression de notre plus haute considération.

Richard Klein,

Président de docomomo France

